

Sophie Marcotte (300028636)
École de Sciences Politiques

Quelle est la place de l'idéologie politique dans les violences sévissant au Cachemire et au
Xinjiang ?

Mémoire soumis dans le cadre des exigences du programme de
Maîtrise en science politique

École d'études politiques Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

Table des matières

Introduction.....	4
Chapitre 1.....	5
Cadre Conceptuel.....	5
Idéologie et idéologie politique.....	5
Différentiation entre la gauche et la droite en politique.....	6
Populisme.....	6
Politiques de discrimination à l'encontre des minorités ethniques et religieuses	11
Chapitre 2.....	13
Le traitement des minorités ouïghoures au Xinjiang	13
Militarisation du Xinjiang par l'instrumentalisation de la lutte contre le terrorisme	13
La surveillance comme moyen d'encadrement de la menace séparatiste au Xinjiang	14
Le nationalisme chinois et la place des minorités ethniques.....	16
Asymétrie de pouvoir entre les différentes nationalités chinoises.....	16
Le nationalisme chinois, selon une perspective colonialiste	17
Chapitre 3.....	19
L'Idéologie du Parti communiste chinois	19
Survivance organisationnel et fondements idéologiques.....	19
Évolution des tendances populistes au sein du PCC.....	21
Chapitre 4.....	25
L'occupation militaire du Jammu-et-Chachemire et sa légitimation	25
Militarisation du territoire	25
Instrumentalisation du terrorisme	28
Nationalisme Hindou	29

Chapitre 5.....	33
L'Idéologie du BJP.....	33
Survol organisation et fondements idéologiques	33
Le populisme comme stratégie de prise du pouvoir	35
Conclusion	38
Bibliographie	40

Introduction

La Chine et l'Inde sont deux puissances émergentes voulant se tailler une place dans l'ordre international. Or, elles ne sont pas à l'abri d'enjeux politiques pouvant miner leur légitimité aux yeux de la communauté internationale. L'un d'eux est le traitement des populations musulmanes sur leurs territoires. En effet, ces deux États mettent en place des politiques répressives à l'égard de leurs minorités respectives. Or, pourquoi est-ce que le parti nationaliste hindou (BJP) et le Parti communiste chinois, un parti socialiste et un parti conservateur, ont-ils les mêmes politiques à l'égard de leurs minorités musulmanes au Cachemire et au Xinjiang ? Une analyse de cet enjeu est pertinente considérant qu'il y a peu de littérature scientifique sur le sujet. Les écrits comparant la Chine et l'Inde s'intéressent principalement aux enjeux de nature géopolitiques et sécuritaires puisque chaque État cherche respectivement à se positionner comme seule puissance régionale.

Afin de délimiter l'analyse, un cadre conceptuel sera développé autour des éléments suivants : l'Idéologie politique, les différences entre les idéologies de droite et de gauche, le populisme et les politiques ethniques. Puis, pour établir une compréhension du contexte politique chinois et indien, il sera présenté dans un premier temps, un aperçu de la réalité des minorités de chaque pays. Dans un deuxième temps l'idéologie de chaque parti quant à la pluralité religieuse ou culturelle sera abordée afin de comprendre les similarités et les différences entre ceux-ci.

Chapitre 1

Cadre Conceptuel

Idéologie et idéologie politique

De prime abord, il convient d'aborder l'idéologie comme un terme général cherchant à comprendre les symboles construisant les sociétés (Capdevila, 2008, p.53). La tradition marxiste considère l'idéologie comme permettant aux individus de prendre conscience du monde ainsi que de la société dans laquelle ils évoluent. « L'idéologie est un système partiellement cohérent de conceptions et de valeurs exprimées par une institution ou in groupe social, et qui vise à expliquer un état de fait ou à légitimer la poursuite de certains objectifs » (Ciavolella et Wittersheim, 2016, p. 130). L'idéologie est donc subjective (Ciavolella et Wittersheim, 2016, p. 130). Elle permet de réfléchir sur les conditions matérielles qui régissent l'existence humaine en créant un cadre normatif qui définit le monde selon une perception donnée de ce qui est la vérité, le mensonge et la connaissance (Mackenzie, 2014, p. 3). L'Idéologie politique possède également une dimension empirique, normative et pratique, afin d'identifier les processus permettant d'établir des rapports de pouvoir entre les individus selon un programme politique (Sobel 2013, p,158 ; Parenteau et Parenteau, 2017, p. 11). Celle-ci se compose d'une description de la réalité sociale et politique dans laquelle les individus évoluent, selon des normes et des règles propres se traduisant par des politiques qui régissent les interactions sociales et politiques selon le propre de chaque idéologie (MacKenzie, 2014, p.3). Elle permet notamment aux groupes dominants de légitimer leur position en société (Ciavolella et Wittersheim, 2016, p. 131). Elle peut également dénoncer une situation politique donnée ou une idéologie dominante et peut présenter un mode d'organisation politique alternatif (McCullough, 2010 ; MacKenzie, 2014). Le propre d'une idéologie politique est ainsi de pénétrer durablement les esprits et les institutions. Pour reprendre les mots de Freedon (1996), « les idéologies sont des systèmes de pensées politiques, souples ou rigides, délibérées ou non par lesquelles les individus et les groupes construisent une compréhension du monde politique dans lequel ils évoluent et qui influence leurs actes » (p.3). Ainsi, les idéologies étant dépendantes du contexte politique et social dans lequel elles prennent place, celles-ci évoluent et interagissent constamment entre elles, mais aussi avec les concepts dominants (MacKenzie, 2014). Les grandes idéologies politiques sont, le libéralisme, le conservatisme, le socialisme et le nationalisme.

Différentiation entre la gauche et la droite en politique

La droite et la gauche politique sont un « instrument de construction et de représentation et d'explication de la politique » (Landrin, 2012, p.40). Cette notion fait référence, depuis la Révolution française aux partis de gauche qui cherchent à réformer la société en profondeur selon des tendances révolutionnaires qui s'opposent à ceux de droite, c'est-à-dire aux partis conservateurs qui préfèrent conserver le statu quo et l'ordre établi (Parenteau et Parenteau, 2017, p. 25 ; Pelinka, 2018, p.618-619). En effet, la gauche se réclame de la tradition socialiste et dénonce les inégalités, qu'elles soient de nature économiques, sociales ou marginalisant les minorités, la domination d'un groupe sur un autre et le déséquilibre structurel de l'ordre mondial (Parenteau et Parenteau, 2017, p.3, p.29). La droite se réclame pour sa part de la tradition conservatrice soutenant l'ordre établi et la tradition qui le légitime (Parenteau et Parenteau, 2017, p. 25 et p.33-34). La droite, suivant le libertarianisme va graviter au fil des années vers le néolibéralisme économique et le nationalisme et est représentés par des élites qui se sentent menacées de perdre leurs privilèges en société (Parenteau et Parenteau, 2017, p. 34-35). Se retrouvent au centre les partis qui sont considérés comme modérés puisque voulant accommoder des tendances de gauche et de droite. Ensuite, à chaque opposé de ce continuum politique, se retrouvent les extrêmes (Parenteau et Parenteau, 2017, p. 25 ; Pelinka, 2018, p.619). L'extrême gauche se distingue de la gauche par ses modes d'applications d'un nouvel ordre politique qui passe par la révolution. L'extrême droite comporte généralement certaines caractéristiques telles que le traditionalisme, le fondamentalisme, et une idée étroite de la nation, de la race et de la communauté, qui est définie par son identité (Parenteau et Parenteau, 2017, p.35 et p.157-159).

Populisme

Le populisme se distingue d'une idéologie politique puisqu'il ne présente pas de programme particulier ce qui fait en sorte qu'on le retrouve autant à la droite qu'à la gauche (Poulet, 2019, p.170 ; Guan et Yang, 2020, p.3 ; Pranchère, 2020). Ce courant politique se développe historiquement de pair avec des crises sociales importantes, comme la grande dépression ou la fin de la guerre froide, puisqu'il offre un programme politique venant en aide aux plus vulnérables,

négligés par le système en place (Fuentes, 2020). Le populisme témoigne d'une crise de légitimité des démocraties (Pranchère, 2020, p.23). Le populisme dans les États communistes tend à dénoncer les démocraties libérales comme étant le fait des élites capitalistes, alors que les démocraties populaires se voient comme représentant l'intérêt de la majorité prolétarienne et/ou paysanne (Howarth, 2014, p.112). Par exemple, en Amérique du Nord, les élites sont représentées par les industries et l'élite citadine, en Amérique Latine l'élite est représentée par une oligarchie s'opposant à une bourgeoisie locale (Howarth, 2014, ibid.).

Chantal Mouffe (2018) définit les mouvements populistes contemporains comme s'ancrant dans une résistance aux transformations politiques et économiques engendrées par l'hégémonie néolibérale¹. Ces mouvements néolibéraux vont mettre à mal les idéaux d'égalité et de souveraineté populaire en raison de la place de plus en plus prenante que prend l'industrie et qui limite grandement le nombre d'acteurs ayant un impact sur les décisions politiques. Les mécanismes permettant de balancer les principes démocratiques à ceux libéraux disparaissent progressivement pour ne considérer que les principes de libéralisme économique. On définit ce contexte particulier comme la post-démocratie (Mouffe, 2018, p.13).

Le populisme trouve sa fondation dans une logique discursive puisque la conception du monde politique est construite et délimitée par des frontières langagières créées par les tenants de cette approche, souvent représentés par un individu charismatique auquel les individus s'identifient (Featherstone et Karaliotas, 2019, p.32-33). Au cœur du concept de populisme se retrouve la notion de peuple. L'utilisation du terme « peuple » à l'opposé d'une catégorie sociale déterminée mobilise un nombre plus important de personnes autour d'un agenda politique et de doléances communes et peut jusqu'à un certain point réduire les tensions entre certains groupes sociaux (Featherstone et Karaliotas, 2019, p.33 ; Guan et Yang, 2020, p.2). Le terme peuple désigne généralement, les gens du peuple, le peuple souverain et le peuple comme une nation (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013, p.9). De plus, le populisme s'oppose aux élites, par exemple celles de la politique, des médias et de l'économie, accusées de miner les intérêts nationaux (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013, p. 5-

¹ On réfère notamment au développement d'une oligarchie capitaliste découlant de la financiarisation de l'économie (Mouffe, 2018, p.18).

6 ; Fuentes, 2020, p.47 ; Guan et Yang, 2020, p. 3 ; Pranchère, 2020, p.25). Ce mouvement est aussi basé sur une xénophobie qui favorise un révisionnisme historique où les difficultés d'un groupe sont attribuées à un sous-groupe minoritaire (Gaus, 2004 ; Pelinka, 2018, p.621).

La théorie des boucs émissaires de René Girard (1982) est utile pour comprendre comment la marginalisation d'un groupe est justifiée par les populistes. En effet, les groupes minoritaires deviennent les boucs émissaires lors de crises politiques où les institutions ne sont plus efficaces pour garantir les droits et libertés de l'ensemble de la société. En désignant un coupable externe aux problèmes économiques ou politiques d'un groupe, la violence est concentrée à un objectif qui n'affectera pas les intérêts du groupe. Ceci est d'autant vrai que les groupes minoritaires ont des relations asymétriques avec les groupes majoritaires (René Girard, 1982, p.15). Ces groupes minoritaires peuvent être basés sur des critères ethniques, religieux, sexuels, sociaux qui vont dépendre l'individu comme étant inférieur et différent de la majorité qui ne veut pas y être associée. Toute une propagande, alliant vraie et fausse information, est créée afin que les individus soutiennent le discours justifiant la violence à l'encontre des boucs émissaires, tel que la violence physique, sexuelle, religieuse, ethnique, etc. Cette violence finit par devenir banalisée et uniforme puisqu'elle est le fait d'un ensemble d'individus. De plus, tout individu qui s'y oppose est stigmatisé à son tour (René Girard, 1982, p.23-32). Finalement, l'utilisation d'un bouc émissaire permet de rassembler le groupe majoritaire contre la menace représentée par la minorité.

Le populisme se considère comme représentant les intérêts de la majorité et fait usage de propagande et de fausse information afin d'augmenter sa légitimité et limiter sa remise en question (Pelinka, 2018). La défense de l'intérêt général faite par les populistes est une critique du gouvernement représentatif qui ne traiterait pas le peuple comme un agent politique actif capable de se gouverner lui-même et de changer le statu quo (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013 ; Pranchère, 2020, p.23). Le rapprochement entre l'intérêt national et l'intérêt majoritaire qui est mis de l'avant, diverge des courants politiques pluralistes et peut entraîner un nationalisme ethnique puisqu'il hiérarchise les identités à mobiliser (Pelinka, 2018, p.621). De plus, ce courant politique possède une conception étroite de la nation faisant en sorte d'afficher une rhétorique incriminant ou justifiant une méfiance à l'égard de groupes minoritaires ou marginalisés, comme les immigrants. Dans une démocratie, les politicien-ne-s populistes se positionnent comme les seul-e-

s possibles représentant-e-s du peuple puisque les institutions libérales ne feraient que feindre l'être (Pelinka, 2018, p.622-623). Laclau définit le populisme comme « une forme de politique qui cherche à articuler et construire les identités et les pratiques politiques selon une logique spécifique » dans une société antagoniste opposant le peuple à l'élite (Featherstone et Karaliotas, 2019, p. 32). Mamonova (2019) décrit le populisme autoritaire comme faisant intervenir un État coercitif, une rhétorique centrée autour d'intérêts nationaux, une unité entre le chef de l'État et le peuple, une nostalgie par rapport à un passé glorieux et une confrontation à un autre (p.562). Le populisme étant polysémique, il est généralement complété par d'autres idéologies comme le socialisme, le nationalisme ou de libéralisme économique (Pranchère, 2020, p.25). Or, cette vision peut devenir autoritaire si elle légitimise la violence à l'encontre de quiconque porterait atteinte à l'homogénéité et à la sécurité du groupe majoritaire ou encore si elle est perçue comme unique moyen de renverser l'ordre établi (Pelinka, 2018 ; Fuentes, 2020, p.61).

Maintenant qu'une idée générale du populisme a été développée, une distinction sera apportée entre le populisme d'extrême droite et de gauche. Ce qui les distingue est la composition du « nous » et la définition du « eux » (Mouffe, 2018, p, 22). L'extrême droite a évolué pour également être synonyme de populisme en cherchant à éliminer les élites ne représentant pas les intérêts de la population, selon une perception xénophobe et discriminante (Pelinka, 2018, p.622). Les partis populistes d'extrême droite possèdent des éléments idéologiques ayant une conception particulière du nativisme, de l'autoritarisme et du nationalisme qui excluent des groupes considérer indésirables, comme les juifs ou les Roms en Europe du XXe siècle (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013, p. 5 ; Pelinka, 2018, p.623). Ils se positionnent sur des enjeux politiques reliés à l'immigration, le crime et la corruption. Mudde et Kaltwasser (2013) établissent également que le populisme d'extrême droite dénonce l'*establishment* qui inclut les grands partis politiques, mais aussi les élites culturelles, économiques et médiatiques qui mettent leurs intérêts et ceux des immigrants, ou tout autre groupe jugé indésirable, au-dessus de ceux du peuple (p.5). De plus, leur désignation d'un bouc émissaire est souvent dépendante du contexte politico-historique dans lequel ils évoluent, par exemple, depuis les événements du 11 septembre 2001, les musulmans sont dépeints comme une menace aux droits et libertés individuelles (Mudde et Kaltwasser, 2013, p.5). L'identité est donc fondamentale dans l'articulation du populisme d'extrême droite puisqu'elle sert à la mobilisation politique chez des individus qui se sentent menacés par la pluralité ethnique et

culturelle au sein de l'État. Enfin, il va sans dire que le populisme est principalement basé sur une rhétorique politique particulière qui montre l'importance du langage comme outil politique.

L'extrême gauche politique cherche à combler le vide idéologique de la disparition de l'État soviétique. Le point de départ de la résurgence d'un mouvement populiste d'extrême gauche coïncide avec la détérioration de la représentativité des partis politiques, la présence de corruption en leur sein et la présence de divers mouvements politiques protestataires en réponse à diverses politiques d'austérité (Agustin, 2020, p.5). Le populisme de gauche affiche son dévouement envers le peuple, souvent pensé comme les individus marginalisés économiquement ou encore les paysans et les prolétaires. Elle exprime par exemple la dualité entre le peuple et l'oligarchie qui ne peut être résolue que par la révolution citoyenne (Poulet, 2019, p.175). Le populisme d'extrême gauche instrumentalise également l'axe démocratique-néolibéral et fait la promotion d'une justice sociale et de l'égalité par la transversalité, la participation citoyenne et une représentation de l'entièreté de la société, c'est-à-dire autant ceux qui se sentent représentés par le politique que ceux qui s'y sentent exclus (Agustin, 2020, p.5). Celui-ci se méfie également du système médiatique. Dans un contexte moins occidental, le populisme autoritariste d'extrême gauche s'oppose à l'axe démocratique-néolibéral en faisant appel à l'anticolonialisme et à l'anti-impérialisme. La question des droits et libertés est laissée de côté ici et les institutions politiques sont faibles (Tang, 2016, p. 154 et p. 156).

La lecture de la littérature scientifique s'intéressant au populisme permet donc de dégager des caractéristiques de ce courant en Chine. En effet, l'augmentation des inégalités sociales en Chine rend les individus en situation de précarité plus à même de souscrire à des idéaux xénophobes et *anti-establishment* menant à la désignation de boucs émissaires pour leurs difficultés socio-économiques (Guan et Yang, 2020, p. 8). L'idée d'une nation chinoise souveraine et homogène suit également des tendances populistes (Guan et Yang, 2020, p. 9). De plus, on peut également associer le *populisme* dit des droits aux minorités musulmanes qui expriment leurs luttes avec un État répressif ou encore aux minorités qui ne bénéficient pas des retombées du développement économique chinois (Guan et Yang, 2020, p.7 et He, Elridge et Broersma, 2021, p. 3016). Cette forme de populisme est étroitement surveillée par l'État chinois qui la perçoit comme une menace à la stabilité du régime (He, Elridge et Broersma, 2021, *ibid.*). De plus, l'exclusion de groupes

minoritaires de ce projet national et la présence de mécontentement envers le régime mitigent le succès de la pénétration sociale du rêve chinois. De façon contemporaine He, Elridge et Broersma (2021) ont réalisé une étude de la littérature populiste en Chine. Ils présentent que 26 % de cette littérature servait à légitimer le régime en positionnant le populisme chinois comme une super-idéologie défendant l'identité et les valeurs du peuple et des populations au bas de l'échelle sociale (p. 3013). L'idée de processus révolutionnaire et de renversement des élites y est absente afin de décourager l'émergence d'une figure charismatique soulevant les masses populaires et d'assurer une société uniforme (He, Elridge et Broersma, 2021, 3016). On y définit plutôt le populisme comme un mouvement populaire, une idéologie ou un discours suivant une logique subjective ou des valeurs politiques données et favorisant la mise en place de culture, d'identité et de valeurs communes (He, Elridge et Broersma, 2021, 3017). Cette vision est présentée par He, Elridge et Broersma (2021) comme étant hérité de la tradition marxiste-léniniste, mais étant adapté à la légitimation du parti et du régime populaires. Ainsi, le facteur de responsabilité des Chinois dans la mise en place d'un projet national est une caractéristique populiste s'inscrivant dans l'histoire de la création nationale de la Chine, et ce, à plusieurs époques importantes de transition sociale (Goldstein, 2020, p. 168 ; Guan et Yang, 2020, p.15).

Ainsi, le populisme prétend protéger les intérêts de la majorité contre des élites qu'ils jugent corrompues. Ils vont aussi condamner des groupes minoritaires, qu'ils jugent indésirables, car responsables des maux de la société. Ces minorités sont souvent identifiées selon le caractère ethnique ou religieux, comme dans le cas de l'Inde et de la Chine.

Politiques de discrimination à l'encontre des minorités ethniques et religieuses

Les différences culturelles et ethniques est souvent citée comme une des causes de l'éruption de conflits. Pourtant, comme l'écrit Posner (2004, p. 529) dans bien des cas on retrouve des groupes culturels différents qui cohabitent pacifiquement sans mobiliser leurs identités culturelles ou ethniques pour des gains politiques. Selon Posner, la mobilisation identitaire dépend de la taille des groupes relativement à l'espace dans lequel prend place la compétition politique. Plus les groupes ont la capacité de former des coalitions viables au sein de celui-ci plus l'identité y est politiquement mobilisée (Posner, 2004, p.529-530). De la même manière, plus les groupes sont petits, moins ils

peuvent s'organiser efficacement et vont s'allier à d'autres groupes minoritaires selon un calcul coût-bénéfice de la capacité de mobilisation du clivage identitaire le plus profitable, par exemple ethnique, religieux, profession, etc. (Posner, 2004, p.530). C'est dans la première instance que des politiques ethniques peuvent être mises en application lorsqu'il y a des luttes de pouvoir entre groupes ethniques pour des ressources rares ou de l'accès au territoire. Le cas du Cachemire et du Xinjiang en est un exemple puisque les populations ethniques et religieuses minoritaires sont touchées par des politiques discriminantes à leur égard de la part de l'État représentant un groupe majoritaire, respectivement les Hindous et les Chinois (Hans). Ces politiques émergentes de concert avec la marchandisation des identités où certaines d'entre elles sont représentées comme étant négatives et où les frictions identitaires sont parfois synonymes de résistance envers les processus socio-économiques qui fragilise une certaine identité, par exemple celle ethnique ou religieuse qui est perçue comme non compatible avec la modernité ou encore l'identité sexuelle qui se traduit par des injustices dans le monde social et du travail (Renault, 2001, p.191). Par exemple en Inde, les politiques ethniques permettent de mobiliser l'identité religieuse pour des gains politiques, économiques, sociaux, etc. (Hahlo, 1998, p.180). Ces dernières vont favoriser une participation politique visant une démonstration de l'affiliation ethnique pour légitimiser l'accès aux ressources (Hahlo, 1998, p.180). Se faisant, elles modifient le rapport social de l'individu envers son groupe d'appartenance ou son identité (Renault, 2001). Les politiques ethniques peuvent également être comprises comme une forme d'économie politique coïncidant avec la perception du groupe ethnique comme offrant des opportunités politiques selon une logique clientéliste (Huber et Suryanarayan, 2016, p.150). Le même phénomène s'applique aux groupes religieux. En effet, la religion est historiquement un facteur de polarisation politique, que ce soit par le traitement des juifs dans les protocoles de Sion à la mise en place de la solution finale ou de façon contemporaine par la marginalisation de l'Islam (Eco, 1996, p. 151 ; Aidenberger et Doehne, 2021, p.329) En effet, les groupes ethniques et religieux ont généralement des caractéristiques visibles qui les distinguent les uns des autres, ce qui facilite l'identification de l'électorat et la mise en place de coalitions électorales (Huber et Suryanarayan, 2016, p.153). Une fois la coalition au pouvoir, celle-ci redistribue une partie des ressources gouvernementales au groupe ethnique qui a contribué à la prise de pouvoir.

Chapitre 2

Le traitement des minorités ouïghoures au Xinjiang

La situation actuelle au Xinjiang est caractérisée par une militarisation du territoire et une surveillance étroite de la population par le Parti Communiste Chinois (PCC) afin d'assurer la stabilité du régime (Leibold, 2021, p.48). La militarisation est justifiée par la création d'un discours sécuritaire à l'encontre du Xinjiang, qui entraîne un investissement important du PCC dans son appareil sécuritaire et démontre une asymétrie de puissance entre le centre qui cherche à assurer sa domination sur les territoires périphériques (Anand, 2019, p.129). La narrative dominante pour justifier cette occupation territoriale est paternaliste dans la mesure où elle cherche à développer les territoires occupés qui sont décrits comme étant arriérés et instables (Anand, 2019, p.129 ; Leibold, 2020, p.49). Le présent chapitre visera à expliciter comment le traitement des minorités ouïghoures est légitimé par le PCC et comment les politiques ethniques à l'encontre des minorités religieuses sont mises en place.

Militarisation du Xinjiang par l'instrumentalisation de la lutte contre le terrorisme

Le Xinjiang est l'une des deux régions chinoises, avec le Tibet, abritant des mouvements indépendantistes. Ce désir d'indépendance s'est traduit par de nombreux affrontements avec les forces de l'ordre chinois, et ce, particulièrement depuis les années 1990-2000, entraînant une occupation militaire du territoire (Dillion, 2018, *ibid.* ; Anand, 2019, p. 130). La Chine a profité du contexte sécuritaire du début des années 2000 pour associer les ouïghours aux groupes terroristes du Moyen-Orient sur la base qu'ils partagent la même religion et que le Xinjiang possède une proximité géographique avec l'Afghanistan, le Pakistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan (Kanat, 2012, p.510 ; Dillion, 2018, p.91). En effet, les différents mouvements terroristes intervenant dans la crise syrienne, en Afghanistan et au Pakistan, ont fait craindre au gouvernement chinois une importation du terrorisme transnational (Charlton, 2015, p. 84 ; Clarke, 2018, p. 19). Plusieurs organisations militantes au Xinjiang ont été qualifiées d'organisations terroristes et de dangers pour la nation chinoise, notamment en raison de leur activisme politique (Kanat, 2012, p.510 ; Charlton, 2015, p. 84 ; Dillion, 2018, p.112). Un de ces groupes est le Mouvement islamique de l'est du Turkestan (ETIM) basé en Afghanistan et financé par Al-Qaïda

(Kanat, 2012, p. 516 ; Clarke, 2018, p.24-25 ; Dillion, 2018, p.112). Le PCC utilise une logique discursive pour présenter les ouïghours comme étant une menace à la nation chinoise et pour justifier l'occupation du territoire, d'autant plus que ceux-ci contestent la tutelle chinoise depuis les années 1950 (Kanat, 2012, 517-518 ; Cabestan, 2014, p. 584 ; Clarke, 2018, p.17 ; Gladney, 2021, p.85, Reyhan, 2021, p. 15). Le gouvernement chinois définit comme terroriste « toutes propositions et actions créant une panique sociale, met en danger la sécurité publique, porte atteinte à l'individu ou à la propriété ou qui contraint des organes nationaux ou des organisations internationales par des moyens tels que la violence, la destruction, l'intimidation afin d'atteindre des objectifs politiques, idéologiques ou autres » (Clarke, 2018, p.8). La mise en place de diverses législations contre le terrorisme visant les contestations ouïghoures a entériné la limite de leur expression religieuse et culturelle (Kanat, 2012, p. 518).

En outre, la mise en place de législations et de politiques à l'encontre du terrorisme au Xinjiang permet également à l'État chinois de limiter toute remise en question de sa légitimité (Clarke, 2018, p. 3). Par exemple, les « XUAR Religious Affairs Regulations » appliquées en 2015 visent à endiguer ce que le Parti communiste chinois appelle les trois fléaux : le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme, en clarifiant par ses 66 articles ce qui est considéré comme des activités religieuses illégales et extrémistes (Cabestan, 2014, p. 567 ; Famularo, 2018, p.39 ; Anand, 2019, 130). Ce projet de loi permet notamment au gouvernement chinois de limiter les droits et libertés individuelles et de faire de la censure, notamment en contrôlant ce qui est publié sur internet, et ce, dans le but de limiter la menace d'une radicalisation religieuse (Famularo, 2018, p. 52).

La surveillance comme moyen d'encadrement de la menace séparatiste au Xinjiang

Dans un même ordre d'idée, l'affirmation culturelle au Xinjiang est également perçue par la Chine comme une menace à la stabilité intérieure puisqu'elle favoriserait le séparatisme (Anand, 2019, p.135). La mobilisation populaire ouïghoure, bien que formulée par le PCC comme une expression religieuse, concerne un enjeu de reconnaissance des droits autochtones envers leur territoire (Gladney, 2021, p. 88). Afin de limiter la naissance d'organisations indépendantiste, le PCC a investi dans un appareil de surveillance omniprésent dans la vie publique et privée des citoyens (Famularo, 2018, p. 55 et p. 58 ; Leibold, 2020, p. 51). Puisqu'ils sont considérés comme des lieux

de transmissions de la culture subversive, les espaces religieux et sociaux, qui sont surveillés par le gouvernement chinois, font l'objet d'une surveillance encore plus étroite (Famularo, 2018, p. 45-46 ; Anand, 2019, p.138). L'État chinois renforce son contrôle de l'expression religieuse dans la Région autonome du Xinjiang (RAX) en surveillant la construction et la fréquentation de mosquées, puis en contraignant le port du *niqab*, de la *burqa* et du hijab, mais aussi des symboles islamiques comme le croissant et les étoiles dans la sphère publique (Clarke, 2018 ; Dillion, 2018, p. 101 ; Stroup, 2021, p. 1236). Les comtés où les Ouïghours sont majoritaires sont équipés de caméras de reconnaissance faciale dans les lieux publics, mais également dans les mosquées, les universités, les stations d'essence et les hôpitaux, dans le but de recueillir des données dans le cadre d'un programme de santé universelle et d'analyser ces données dans des centres de commandes (Clarke, 2018, p. 58-66 ; Leibold, 2020, p. 51-52). On compte maintenant de plus en plus d'effectifs policiers ainsi que d'opérations visant à éradiquer ces trois fléaux dans la RAX, et ce, généralement en toute impunité (Famularo, 2018, p. 55, Dillion, 2018, pp. 115 ; Leibold, 2020, p. 54). Des groupes de surveillance ont été créés afin de visiter les domiciles et d'identifier toute menace à la stabilité comme la possession d'armes potentielles, l'expression d'opinions politiques marginales et la possession de matériel religieux interdit (livres religieux, affiches, manuscrits, etc.) (Dillion, 2018, p. 94 et p.115 ; Leibold, 2020, p.54). Toutes ces visites sont répertoriées et partagées avec les autorités locales et régionales, et sont sujettes à être ajoutées à la base de données des forces de l'ordre (Leibold, 2020, p. 55).

Certains des individus considérés comme déviants, tels que ceux ayant fait des études religieuses dans les pays à majorité musulmans, sont envoyés dans des camps de rééducations (Famularo, 2018, p. 66-67 ; Leibold, 2020, p.57). Dans ces camps, ils vivent une sinisation forcée en apprenant la langue et la culture chinoise, et en regardant des vidéos de propagandes jusqu'à ce qu'ils confessent avoir été influencés par l'extrémisme. Ces individus doivent démontrer vouloir se repentir et devenir un citoyen loyal au régime (Famularo, 2018, p. 67). Cette surveillance est présentée par le PCC comme un moyen de s'assurer de leur bien-être, de fournir des services communautaires et de conserver la stabilité sociale par une pénétration du parti sur le territoire afin de créer des citoyens chinois « modèles » (Leibold, 2020, p.53-56). Le PCC poursuit également des tendances clientélistes en offrant des incitatifs monétaires à tous citoyens dénonçant leurs compatriotes ne soustrayant pas aux idéaux du parti (Dillion, 2018, p.1156 ; Leibold, 2020, p. 58).

L'exclusion des Ouïghours aux opportunités économiques qu'offre la région par manque de compétences linguistiques ou techniques encourage le ressentiment envers les Han et leur entreprise qui est perçue comme colonialiste (Dillion, 2018, p.91). En effet, le Xinjiang est central pour la mise en place d'initiatives économiques chinoises comme la nouvelle route de la soie terrestre et maritime en raison de sa position géopolitique importante. Cependant, les retombées économiques de ce développement ne se font pas ressentir chez les Ouïghours (Clarke, 2018, p. 7-8 ; Dillion, 2018, p. 99).

Le nationalisme chinois et la place des minorités ethniques

Il est donc pertinent de se demander quelle est l'origine de la persécution des minorités musulmanes en Chine. La littérature montre que les dynamiques entre le centre et la périphérie chinoise, majoritairement composée de groupes ethniques minoritaires, sont liées à la centralisation du pouvoir (Cabestan, 2014, p. 557 ; Sun, 2020, p.299). En effet, les transformations économiques rapides en Chine ont remis en compte le rôle des élites ethniques quant à l'accès aux ressources étatiques, ce qui affaiblit les relations avec le centre. Or, en raison de la disposition territoriale des groupes minoritaires vers les territoires frontaliers, une conception nationale han centrique a émergé pour limiter l'ethno-nationalisme et le séparatisme (Sun, 2020, p. ibid.). Ces minorités, bien qu'étant reconnues par l'État chinois, n'ont pas la possibilité de prétendre à l'indépendance (Cabestan, 2014, p. 561). En effet, bien que les territoires autonomes soient représentés par des membres de groupes minoritaires, cette représentation est limitée dans la mesure où les postes de pouvoirs restent entre les mains du groupe ethnique majoritaire (Allès, 2001, p. 223 ; Cabestan, 2014, p. 567).

Asymétrie de pouvoir entre les différentes nationalités chinoises.

Le nationalisme chinois est marqué par une asymétrie de pouvoir entre le centre et la périphérie qui se traduit par la mise en place d'un ethno-nationalisme où l'État central détermine quelles sont les minorités officiellement reconnues au pays (Allès, 2011, p. 221 ; Charlton, 2015, p. 82 ; Dillion, 2018, p. 13 ; Anand, 2019, p. 134). La construction nationale chinoise s'est faite par la domination culturelle des autres minorités ethniques et culturelles présentes sur le territoire par le groupe

ethnique majoritaire en Chine. (Allès, 2011, p. 221 ; Charlton, 2015, p. 82 ; Dillion, 2018, p. 13 ; Anand, 2019, p. 134). La République chinoise (1911) définit la nation chinoise comme composée de cinq groupes, les Mandchous, les Mongols, les Tibétains, les Huis et les Hans (Sun, 2020, p. 32). Puis, à la suite de la révolution socialiste de 1949, le Conseil d'État reconnaît officiellement 55 minorités (*minzu*) sur la base d'une langue commune et met en place des politiques visant à les intégrer à la société chinoise en accommodant leurs besoins religieux et linguistiques sous une nation unifiée (Dillion, 2018, p. 37 ; Sun, 2020, p. 36 et p. 40). Or, la distinction entre *minzu* et ethnicité ne fait pas consensus dans la littérature puisque le *minzu* peut signifier autant nation que race et permettait l'organisation sociale lors de la dynastie Qing (Cabestan, 2014, p. 560 ; Eroglu Sager, 2020, p. 828 ; Sun, 2020, p.27). Dru Gladney (1996) considère *minzu* comme une catégorie artificiellement créée par l'État chinois, et l'ethnicité comme une identité évoluant constamment à travers le temps alors que d'autres considèrent la classification des *minzu* selon la langue (Charlton, 2015, p.82 ; Dillion, 2018, p.13 ; Anand, 2019, p.134 ; Eroglu Sager, 2020, ibid.). L'inclusion des musulmans comme étant un *minzu* permet à l'État chinois de décourager la conversion à l'Islam et de réduire l'Islam à une coutume religieuse de groupe minoritaire, délégitimant donc toutes possibles demandes d'autonomie puisque la Chine est un État séculaire unifié (Eroglu Sager, 2020, 832-833). Le PCC a créé 10 *minzu* différents sous la base de l'ethnicité musulmane chinoise afin d'empêcher la création d'une méta-identité musulmane (Allès, 2001, p. 207 ; Dillion, 2018, p. 93 ; Eroglu Sager, 2020, p.851).

Le nationalisme chinois, selon une perspective colonialiste

Le nationalisme chinois peut également exprimer des tendances colonialistes. Les Ouïghours sont sujets à la colonisation chinoise par la subjection politique, l'exploitation économique et la domination culturelle depuis leur minorisation dans les années 1950 (Dillion, 2018, p.90 ; Famularo, 2018 ; Anand, 2019, p.130-131 ; Reyhan, 2021, p. 12). Ces derniers, par l'apport important de Han, sont de plus en plus marginalisés dans des territoires où ils étaient auparavant majoritaires (Dillion, 2018, p. 90). De plus, les populations des territoires occupés sont présentées comme n'ayant pas les capacités nécessaires pour se gouverner elles-mêmes, ce qui justifie la « libération » chinoise (Dillion, 2018, p. 206 ; Anand, 2019, p.141 ; Stroup, 2021, p.1235). L'État chinois présente la mise en place de politiques intégrationnistes comme favorisant l'intégration

politique, économique, culturelle et linguistique des minorités (Famularo, 2018, p. 45, Stroup, 2021, p. 1235). Un autre exemple de légitimation de la surveillance et de la colonisation des Ouïghours est le neuvième communiqué publié par le bureau général du PCC en 2013 qui dénonce toutes menaces idéologiques pesant sur le régime communiste chinois, tel que les révolutions de couleurs, l'occidentalisation par la mise en place d'une démocratie constitutive, de valeurs universelles, du néolibéralisme, de la liberté de presse ainsi que d'une société civile libre (Famularo, 2018, p. 41-44). Le neuvième communiqué vise ainsi une sinisation de l'espace chinois à l'aide de propagande afin de limiter au maximum la contestation du leadership du gouvernement par l'affichage de drapeau du PRC, de statues de Mao Zedong, ainsi que par la présence de forces de l'ordre chinoise (policiers, militaires, services secrets, informateurs, etc.) (Anand, 2019, p.139).

Cette utilisation d'un bouc émissaire à l'intérieur des frontières, représenté par les Ouïghours dans la présente étude de cas, permet donc de limiter le regard sur les problèmes internes de l'État en les attribuant à une minorité (Kanat, 2012, p. 508). Cette situation est particulièrement intéressante considérant que les Ouïghours ne sont qu'une des nombreuses minorités ethniques musulmanes, mais qu'elle est la seule discriminée selon un critère religieux (Gladney, 2021, p.93). Les Hui, par exemple, sont une minorité musulmane sinophone de près de 10 millions d'individus dont la religion est la caractéristique les différenciant des Han (Mackerras, 2016, p.222). Ce qui diffère majoritairement entre ce groupe minoritaire est l'attachement de la population au territoire qui est concentré au Xinjiang, alors que les autres minorités sont éparpillées au pays (Gladney, 2021, p. ibid.). Pourtant, comme bien d'autres groupes ethniques, les Ouïghours ne constituent pas un groupe homogène. En effet, il s'agit plutôt du contexte international qui a favorisé la justification nécessaire à leur marginalisation. En désignant un bouc émissaire, le PCC peut donc éloigner l'attention de ses failles internes, telles que la pression qu'engendrent les changements climatiques sur l'État chinois, les crises économiques, l'inflation, la disparité de la richesse au pays, la question taïwanaise, etc. (Gladney, 2021, p. 98). Pour reprendre les mots d'Allès (2001) dans la gestion du Xinjiang par l'État chinois, « l'Islam est instrumentalisé dans un conflit qui est d'abord de nature politico-ethnique et qui concerne les modalités de gestion d'un territoire périphérique (p. 236). En effet, le PCC entretient des relations moins « violentes » avec les autres minorités musulmanes, puisque celles-ci ne remettent pas en question sa légitimité.

Chapitre 3

L'Idéologie du Parti communiste chinois

Survol organisationnel et fondements idéologiques

Le Parti communiste chinois (PCC) a été fondé en 1921, suivant la création de l'Union soviétique et l'importation de l'idéologie marxiste-léniniste en Chine (Charlston, 2015, p.97). Le PCC est devenu le parti d'opposition au parti nationaliste chinois de sa création jusqu'à sa prise de pouvoir en 1949. Mao Zedong est l'un des fondateurs et la figure la plus emblématique du parti. Le PCC, par la révolution, cherchait à unir et à centraliser la nation chinoise sous une bannière socialiste représentée par un état militaire fort.

Un survol de l'organisation politique de l'État sous le PCC est nécessaire afin de comprendre la mise en place des politiques ethniques. La Chine possède deux constitutions distinctes. Celle du parti concerne son rôle dans la construction nationale et le développement économique et la mise en place d'une démocratie socialiste (Charlton 2015, p. 184). Quant à celle du pays, elle explique l'organisation de l'État, le rôle du Congrès national du Peuple (NPC), celui du président ainsi que celui du Conseil d'État, et les critères d'admissions au parti ainsi que son organisation (Charlton, 2015, p.188). De plus, la constitution reconnaît la pluralité et l'égalité des nationalités au sein d'une nation chinoise unifiée (Charlton, 2015, p.187). Le NPC est l'organe politique ayant le plus de pouvoir au pays et exerce le pouvoir législatif de l'État. Il nomme et appointe les postes politiques des hauts fonctionnaires d'État, comme le président, le vice-président, le premier ministre du Conseil d'État, le président de la commission militaire centrale et le président de la Cour suprême. Le NPC s'assure donc que les différents organes d'États sont en concordance avec l'idéologie et les principes du PCC et légitimise les décisions politiques. De cette façon, le PCC assure un contrôle à tous les niveaux de gouvernance au pays (Charlton, 2015, p.189). Il se positionne comme seul représentant de la classe ouvrière, du socialisme, mais aussi de la nation chinoise, faisant du parti l'organe politique le mieux disposé à défendre les intérêts de la nation chinoise (Cabestan, 2014, p. 67). Une obéissance au parti et à son idéologie par la discipline interne est mise en place et les factions politiques, le pluralisme et la séparation du pouvoir ne sont pas tolérés. (Creemers et Trevaskes, 2020, p. 10). Cette subordination au parti se traduit par la mise en place d'une

dictature et de mesures répressives comme la rééducation ou l'emprisonnement, pour éliminer les opposants à la révolution et les conflits au sein de l'État (Charton, 2015, p.231).

Le Parti suit également quatre principes idéologiques fondamentaux qui sont « la voie socialiste, la dictature de la démocratie populaire, la direction du parti communiste et le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong » (Cabestan, 2014, p. 51). La doctrine de Mao Zedong coïncide avec la vision contemporaine du parti et l'importance de conserver les intérêts de la nation et du Parti (Cabestan, 2014, p.43). Par exemple, la nécessité de protéger par tous les moyens les intérêts du parti ou encore l'intolérance de contractions au sein du parti et au sein du peuple (Cabestan, p. 48). Le PCC conserve également de Mao sa tendance populiste, son héritage révolutionnaire et son approche totalisante et militaro-stratégique inspirée des classiques chinois (Cabestan, 2014, p. 49-50). Le parti suit aussi les idéaux de règne impérial et de la nécessité pour la gouvernance d'assurer l'ordre social et la stabilité héritée du confucianisme (Creemers and Trevaskes, 2020, p. 5-6; Sun, 2020, p.26). La tradition confucéenne reste importante en Chine puisqu'elle guide les principes d'organisation sociale selon des principes éthiques, notamment en ce qui concerne la soumission à l'autorité ou encore l'organisation familiale comme la filiation, la responsabilité des enfants envers leurs parents, etc.

Toutefois, il est important de mentionner que lors de l'effondrement de l'URSS, le PCC a mis en place une restructuration idéologique afin de s'adapter à la réalité d'un monde postsoviétique (Cabestan, 2014, p. 43). Le PCC est alors devenu plus ouvert envers le progrès scientifique, l'économie de marché et les théories politiques divergentes, sans toutefois que cette ouverture remette en question sa dominance en société. Dans la même période, le parti met sur pied un État de droit socialiste conforme aux lois et à certains principes éthiques, tel que l'impartialité, l'honnêteté, l'équité, la bienveillance et la priorisation de l'éducation héritée de la tradition confucéenne (Cabestan, 2014, p 53). Depuis la présidence de Xi Jinping, de nombreuses réformes légales sont faites au sein de l'État afin d'entériner la suprématie du parti sur toutes les institutions de l'État (Creemers and Trevaskes, 2020, p.2). Ces réformes, plutôt que de contraindre le parti à travers des institutions et des procédures légales, renforcent la soumission individuelle envers le parti (Creemers and Trevaskes, 2020, *ibid.*).

Ainsi, le PCC a su adapter ses principes fondateurs marxistes-léninistes aux réalités socio-économiques d'aujourd'hui largement capitalistes afin de mettre sur pied un socialisme chinois. Le parti, se positionnant comme seul représentant des masses populaires et gardien moral, peut donc exercer un pouvoir absolu dans un système politique centralisé.

Évolution des tendances populistes au sein du PCC

Le populisme comme facteur explicatif du traitement des minorités en Chine est ici inhabituel puisque c'est une tendance politique généralement étudiée au travers de démocraties ou de régimes semi-démocratiques (Guan et Yang, 2020, p. 4).

Il est possible d'associer des caractéristiques populistes à l'idéologie politique de Mao. Le succès politique de Mao a été assuré par sa capacité à transformer des caractéristiques populistes en principes de gouvernance légitime (Guan et Yang, 2020, p. 5). En effet, le succès d'une révolution communiste en Chine passait par une mobilisation populaire importante (Charlton, 2015, p. 110 ; Guan et Yang, 2020, p.4-5). La théorie politique maoïste de la ligne de masse peut aussi être associée au populisme. Elle définit les relations entre le parti et le peuple afin de servir les masses et de sécuriser leur soutien lors de la mise en place de politiques et sert aussi à conserver les cadres du parti comme ayant un contrôle sur le peuple chinois (Tang, 2016, p. 153 ; Guan et Yang, 2020, p. 6 et He, Elridge et Broersma, 2021, p. 3014). Le maoïsme est également fondé sur une identité chinoise grandiose où la contribution populaire y est centrale (Guan et Yang, 2020, *ibid.*). La mise en place du *Grand Bond en avant* par Mao, passant par une révolution agricole et par la mise en place d'une société égalitaire, est héritée des tendances populistes socialistes russes (He, Elridge et Broersma, 2020, p. 3014). Or, l'échec du *Grand Bond en avant* de Mao et les années de perturbations qui ont suivis la révolution culturelle, ont fait perdre une partie de la légitimité du parti et ont mené à la nécessité pour le PCC de renouveler son appui populaire à la suite du décès de Mao et de la transition du pouvoir au sein du parti.

Ensuite, l'initiative de Deng Xiaoping d'ouverture économique de la Chine dans les années 1980, a permis d'unir les Chinois sous un nouvel objectif commun : la modernisation économique de la Chine (Charlton, 2015, p. 226). Cette période de réforme est connue sous le nom des *quatre*

modernisations. Elle visait à moderniser les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et de la science et technologie (Vohra, 1994, p. 48 ; Charlston, 2015, p. *ibid.*). Elle était basée sur le « maintien des Quatre Principes Cardinaux — voie socialiste, dictature de démocratie populaire, direction du parti communiste, marxisme-léninisme et pensée de Mao Zedong » afin de conserver la pérennité du régime communiste. Cette période a sorti le pays de la pauvreté (Cabestan, 2014, p. 51). Or, même si ces mesures ont contribué à un développement économique rapide, elles ont aussi créé de vastes inégalités de revenus entre les citoyens chinois ainsi qu'une augmentation de l'inflation urbaine et du déficit budgétaire étatique (Vohra, 1994, p.46). De plus, l'ouverture économique et le relâchement du contrôle idéologique - jusqu'en juin 1989 - ont permis la prolifération d'intérêts régionaux et bureaucratiques ainsi que de la corruption (Vohra, 1994, p. 56). Dans une optique idéologique, la mise en place d'un socialisme aux couleurs de la Chine a marqué la fin du culte de la personnalité de Mao et a consolidé le transfert du pouvoir vers Jiang Zemin (Mohanty, 1998, p. 102). Ce nouveau cadre idéologique visait à encadrer les formes de propriété, le rôle du marché, les modes de distribution, la gestion des entreprises, l'utilisation de la technologie ainsi que l'exercice du pouvoir de l'État (Mohanty, 1998, p. *ibid.*)

Puis, sous Jiang Zemin, l'ouverture économique se fait plus prononcée avec la mise en place de son mot d'ordre des trois représentativités délaissant la nature révolutionnaire du parti pour se présenter comme un parti gouvernemental. C'est aussi sous Jiang que les entrepreneurs privés ont pu grossir les rangs du parti et qu'est introduite la notion d'un État socialiste conforme à la loi et aux valeurs morales chinoises (Cabestan, 2014, p. 52 ; Goldstein, 2019, p. 175). L'idée d'une émergence pacifique visait à rassurer le monde extérieur de la capacité du PCC d'assurer son développement et l'augmentation de sa puissance économique sans menacer l'ordre international (Goldstein, 2019, *ibid.*). Or, l'ouverture économique ne permet pas une meilleure redistribution de la richesse et entraîne des malaises sociaux.

Ensuite vient la notion de développement scientifique de Hu Jintao qui « consiste à réaliser un développement intégral, coordonné et durable plaçant l'homme au centre de toutes les préoccupations » (Cabestan, 2014, p. 53). C'est aussi à cette époque que la notion d'une société socialiste harmonieuse émerge. Finalement, l'augmentation des inégalités socio-économiques en Chine, notamment en raison de la place de plus en plus importante du secteur privé dans l'économie

chinoise, entraîne une crise de légitimité envers le PCC et sa capacité à répondre aux besoins de la population (Béjà, 2019, p. 208 ; Piketty, Yang et Zucman, 2019, p. 2480). L'ouverture économique soutenue par de Hu et son premier ministre Wen Jiabao, notamment par la privatisation des entreprises d'État ont fait émerger des factions représentant les secteurs du pétrole, de l'électricité ainsi que des factions politiques telles que celles des dauphins et de Shanghai au sein du parti (Béjà, 2019, ibid.). Ces factions ont causé un accroissement de la corruption, de la polarisation sociale ainsi qu'une staticité politique (Béjà, 2019, ibid.). La multiplication des ONGs en Chine a permis par ailleurs de mobiliser la population où la pénétration du parti était insuffisante en plus de promouvoir une vision positive des autorités chinoises et de renforcer les politiques du parti (Béjà, 2019, p. 210-211). C'est également sous Hu-Wen que le mouvement pour la défense des droits a permis aux citoyens chinois d'exprimer leurs doléances en cours et a créé des groupes d'avocats de défense des droits et d'activistes (Béjà, 2019, p. 212). La peur d'une importation des printemps arabes a engendré l'arrestation et la répression de toutes mobilisations pour les droits de la personne afin de limiter toute possible remise en question du régime chinois (Béjà, 2019, p. 213).

La mise en place du *Rêve chinois* de Xi Jinping est aussi une initiative, comme chez tous les autres leaders du PCC avant lui, visant à rassembler la population chinoise autour d'une vision commune de la nation chinoise pour limiter l'érosion de la légitimité du parti (Béjà, 2019, p. 204 ; Goldstein, 2020, p. 167 ; Guan et Yang, 2020, p. 14 et He, Elridge et Broersma, 2020, p. 3014-3015). Xi Jinping cherche à faire intégrer aux masses la mise en place d'un État autoritaire capitaliste comme garant du développement (Béjà, 2019, p. 204). Le recours aux principes de Mao comme la ligne de masse par Xi Jinping montrent que l'utilisation d'un discours populiste sert à légitimer le leadership du parti et l'importance de la mise en place du rêve chinois (Cabestan, 2014, p. 49 ; He, Elridge et Broersma, 2021, p. 3014 ; Tsang et Cheung, 2021, p. 3). De plus, Xi utilise la lutte contre la corruption comme un moyen de conserver la stabilité du régime en désignant un objectif politique commun à atteindre afin de limiter les luttes de pouvoir entre les factions et de revenir à une sorte de centralisme (Charlston, 2015, p. 226 ; Tang, 2016, p. 153 Béjà, 2019, p.210 et p.218). Finalement, l'appel au peuple, l'utilisation de la propagande décrivant Xi Jinping comme un citoyen ordinaire et la mise en place d'un culte de la personnalité sont des caractéristiques populistes (Béjà, 2019, p. 219-220). En effet, depuis 2018, le parti accorde une attention particulière aux ministères responsables de la propagande, afin d'assurer le succès des campagnes

gouvernementales (Hillman, 2021, p.5). Par exemple, Xi, fait l'usage de campagne de masse dans le cadre de la lutte contre le crime et la corruption « *Balayez le noir* » où la population est invitée à dénoncer les officiels corrompus (Tang, 2016, *ibid.* ; Hillman, 2021, p. 153). Or, la mise en place de campagnes de masse et de forte répression sert à renforcer la légitimité du parti et à assurer un contrôle social en identifiant tout opposant au régime ou à Xi (Hillman, 2021, p. 1-2). Ces opposants sont par exemple, des activistes, des blogueurs, des défenseurs des droits et libertés et des citoyens dénonçant le contrôle de plus en plus pernicieux de l'État, qui sont présentés comme cherchant à perturber l'ordre social et à soutenir les « forces maléfiques » que le PCC cherche à éradiquer (Hillman, 2021, p. 13). Xi s'oppose également à la démocratie occidentale, aux valeurs universelles, la société civile, le néolibéralisme, la vision occidentale du journalisme, ce qu'il appelle le nihilisme historique, soit l'évaluation négative de la politique de « réforme et d'ouverture ainsi que la nature du socialisme chinois » (Tsang et Cheung, 2021, p. 3). En s'opposant aux élites corrompues, le PCC cherche à réaffirmer sa position de défenseurs de la loi et l'ordre et distraire l'opinion publique du ralentissement économique et de l'instabilité sociale (Hillman, 2021, p.6).

Chapitre 4

L'occupation militaire du Jammu-et-Cachemire et sa légitimation

La situation actuelle au Cachemire est attribuable à une discussion plus large sur la question du rôle de l'État dans les violences communautaires et du maintien de l'ordre en Asie du Sud (Ibrahim, 2019, p. 427). Depuis son succès politique en 2014, le BJP met en place de façon de plus en plus prononcée son programme politique de nationalisme hindou, par la saffronisation (Anderson et Longkumer, 2018, p. 372 ; Kaul, 2018, p. 127). La saffronisation vise une « renaissance hindoue » via l'éducation, le développement, l'environnement, l'industrie, la culture et presque tous les aspects de la vie sociale » (Anderson et Longkumer, 2018, p.372). Or, cette renaissance hindoue passe par la militarisation de la sécurité et la persécution étatique des minorités musulmanes au Cachemire (Kaul, 2018, p. 129).

Militarisation du territoire

Le Cachemire est l'une des régions les plus militarisées au monde. Bhat (2019) mentionne que l'apport de militaires dans la région est d'environ 800 000 soldats soit près d'un soldat pour chaque 10 civils (p. 79). L'occupation du territoire est présentée par le gouvernement indien comme un moyen d'assurer la stabilité sociale et le développement de l'État du Jammu-et-Cachemire (EJC ou Cachemire) (Osuri, 2017, p. 2436 ; Kaul, 2018, p.128 ; Mohanty, 2018, p. 62 ; Hoffman et Duchinski, 2020, p.657 ; Human Rights Watch, 2020, p.14). Or, l'émergence de divers mouvements sécessionnistes cachemiriens fait craindre une possible fragmentation du territoire et entraîne la mise en place d'une gestion répressive (Osuri, 2017, p. 2428 ; Bhat, 2019, p.78 ; Girvin, 2020, p. 37-38 ; Hoffman et Duchinski, 2020, p.658).

L'origine des tensions au Cachemire tient à son accession contestée à l'Inde en 1947 et de la peur d'une possible infiltration pakistanaise en territoire indien (Osuri, 2017, p. 2436 ; Kaul, 2018, p.128 ; Mohanty, 2018, p. 62 ; Hoffman et Duchinski, 2020, p.657 ; Human Rights Watch, 2020, p.14). Auparavant, le Jammu-et-Cachemire était un État princier qui a obtenu un statut particulier grâce à l'application de l'article 370 garantissant à l'État du Jammu-et-Cachemire une autonomie relative lors de son intégration à l'Inde (Osuri, 2017, p.2438 ; Kaul, 2018, p. 128 ; Hoffman et

Duchinski, 2020, p. 659 ; Human Right Watch, 2020, p.2). Pourtant, depuis les années 1956, l'Inde cherche à intégrer le territoire dans un plus grand projet national indien, notamment en raison du dilemme de sécurité posé par les ambitions irrédentistes pakistanaises sur le Cachemire indien (Osuri, 2017, p.2437 ; Mohanty, 2018, p. 63). La question de l'accession du Cachemire à l'Inde reste épineuse, puisque la population devait voter par la mise en place d'un plébiscite si elle désirait se joindre à l'Inde ou au Pakistan, mais ce plébiscite n'a jamais eu lieu (Osuri, 2017, p. 2438). De plus, l'échec de la reconnaissance de formes de nationalisme au Cachemire des années 1980 a engendré l'émergence de mouvements sécessionnistes s'opposant à un État répressif (Mohanty, 2018, p. 63). Jusqu'aux années 1990, le gouvernement indien, sous le Congrès, afin d'assurer la stabilité dans l'État, a mis en place une élite politique souscrivant aux intérêts indiens, tout en manipulant les processus électoraux et en arrêtant tout dissident politique (Osuri, 2017, p.2439 : Mohanty, 2018, p. 63). Puis, à partir de la fin des années 1990, la gestion du territoire Cachemiri est devenue plus violente :

« this post-1990s transformation is described 'as an ensemble of spatial strategies and violent practices that the occupier state employs to dominate physical space in a region where its rule lacks, or has lost, popular legitimacy and thus faces an imminent challenge of being popularly supplanted » (Osuri, 2017, p.2439).

L'Inde en tant qu'État démocratique justifie ses actions par le sentiment d'urgence et de menace face à une possible invasion pakistanaise. Cependant, les politiques d'occupation indiennes, rejetées par la majorité des Cachemiris, sapent cette même légitimité démocratique indienne.

La militarisation du conflit dans l'État du Jammu-et-Cachemire entraîne d'importantes conséquences sur le plan humain. Dans son rapport de 2020, Human Rights Watch rapporte une hausse de la violence à l'encontre des civils musulmans depuis les élections du BJP en 2014 (Human Right Watch, 2020, p. 1)². De nombreuses rhétoriques discursives sont utilisées pour dépeindre les musulmans comme étant indésirables, notamment par la notion du « jihad de

² Ce rapport est basé sur des recherches de terrain et des entrevues faites par l'organisme non gouvernemental dans l'État d'Assam, de Delhi et d'Uttar Pradesh entre septembre 2019 et février 2020. Les informations rassemblées ont été obtenues auprès de familles de victimes, de témoins, d'experts juristes, d'universitaires, d'activistes et de représentants des forces de l'ordre en plus de se baser sur de la littérature secondaire connexe.

l'amour», mais aussi les conflits et enjeux soulevés par l'industrie de la viande qui servent à stigmatiser les populations musulmanes qui constituent en grande majorité les salariés de cette industrie (Chacko, 2018, p. 556 ; Bhatta et Sundar, 2020, p. 636).

Les forces de l'ordre agissent également en toute impunité dans le Cachemire, ce qui nuit grandement à l'intégration nationale au profit de sentiments sécessionnistes et engendre des violations des droits humains et l'impossibilité pour les victimes d'obtenir justice (Bhat 2019, p. 79-80 ; Girvin, 2020, p.37-38 ; Hoffman et Duchinski, 2020, p. 658). Ces violations comprennent la mort de nombreux civils, des disparitions, des viols de masses, de la violence sexuelle, des assassinats politiques, des humiliations publiques, des camps de tortures, des fosses communes, des arrestations et détentions arbitraires, des mesures d'urgence, etc. (Osuri, 2017, p. 2429 ; Anderson et Longkumer, 2018, p.273 ; Kaul, 2018, p.129-130 ; Bhat, 2019, p. 78-83 ; Human Rights Watch, 2020, p. 2, p.8 et p. 33 ; Hoffman, Duchinski, 2020, p. 658-659). La violence employée par les forces de l'ordre est également asymétrique puisque les individus qui protestent utilisent des roches pour démontrer leur frustration envers les forces de l'ordre qui leur répondent à l'aide de bombes lacrymogènes, de balles en caoutchouc, etc. (Kaul, 2018, p. 130). Même les rassemblements les plus anodins tels que les funérailles sont perçues comme des actes de résistances politiques (Kaul, 2018, p.130). Certains membres éminents du BJP ont même été reconnus coupables d'incitation à la violence envers les manifestants et d'entraves à la justice dans les cas où cette situation était dénoncée (Chacko, 2018, p. 557 ; Bhatta et Sundar, 2020, p. 635-636 ; Human Rights Watch, 2020, *ibid.*). De plus, le gouvernement limite l'accès internet dans la région, censure les médias et impose un contrôle dans les milieux universitaires en refusant d'admettre des étudiants musulmans et en licenciant les professeurs cachemiris (Bhat, 2019, p. 84). Les activistes cachemiris font aussi face une intimidation et une répression étatique, par une surveillance de leurs communications et de leurs interactions, par un accès limité au financement et par l'usage de la peur comme outil politique (Hoffman et Duchinski, 2020, p.660). Ce climat de violence est particulièrement important dans les États où le BJP y est majoritaire (Human Rights Watch, 2020, p.1).

Instrumentalisation du terrorisme

Le BJP instrumentalise la possibilité d'une menace terroriste à son avantage pour restreindre les droits et libertés et pour redéfinir la citoyenneté selon une perspective religieuse (Girvin, 2020, p. 37). La propagande y est utilisée afin de dépeindre les musulmans comme des individus dangereux pour la nation indienne, notamment en les rendant responsables d'attentats perpétrés contre des hindous, en les associant à l'islamisme radical ou en les présentant comme étant arriérés (Kaul, 2018, p.131 et p.137 ; Chacko, 2019, p. 397 ; Human Rights Watch, 2020, p.8). Le cas de l'État du Jammu-et-Cachemire (JC) en est un exemple frappant.

Fort de sa deuxième victoire électorale, le BJP a retiré le statut spécial auparavant accordé au Cachemire et a fait passer la région au statut de territoire de l'Union (Girvin, 2020, p. 37 ; Heller, 2020, p. 600-601), en plus d'en détacher la région du Ladakh, érigé en un autre territoire de l'Union. L'article 370 garantissait à l'État du JC l'indépendance sur toutes sphères politiques autres que les affaires étrangères, la défense nationale et les communications qui continuaient de relever du gouvernement central (Mohanty, 2018, p. 62). Le changement de statut est justifié par le BJP comme nécessaire à la construction nationale dans la région ainsi qu'à l'unité nationale, car garantir des droits spéciaux aux minorités ne respecterait pas le caractère laïc de l'État indien (Girvin, 2020, p.37-38).

Plusieurs législations permettent aux autorités de restreindre les droits et libertés des Cachemiris musulmans et d'occuper militairement le territoire. Les autorités étatiques dans plusieurs États indiens utilisent la section 144 du Code criminel indien pour limiter les rassemblements de plus de quatre personnes afin d'assurer la stabilité sociale, mais qui en réalité limite l'utilisation du droit de protester (Human Rights Watch, 2020, p. 41). De plus, de nombreux projets de loi tels que « Loi spéciale sur les pouvoirs des forces armées (LSPFA) et la Loi sur les régions troublées (LRT) » (Mohanty, 2018, p. 64 ; Hoffman et Duchinski, 2020, p. 658) justifient la présence indienne sur le territoire puisque le gouvernement indien perçoit l'instabilité au Cachemire comme un problème d'ordre public et non comme un désir d'autonomie afin de protéger l'histoire et la culture distincte du Cachemire et la religion musulmane contre la subjugation religieuse (Mohanty, 2018, p. 63). La mise en place de la *Loi sur la sécurité publique (PSA)* permet au gouvernement indien de faire des

arrestations et des détentions arbitraires sur tout individu soupçonné d'être militant (Bhat, 2019, p. 80-81). Ces lois sont mises en place suivant une logique discursive où le BJP présente les musulmans comme étant une menace à l'intégrité de la société indienne (Hoffman et Duchinski, 2020, p. 658).

Dans une optique biopolitique, le BJP essaie d'étendre son contrôle sur la vie des citoyens musulmans. Ceci s'exprime notamment par le désir du BJP de modifier la loi sur la citoyenneté (*Citizenship Amendment Act*) afin de pouvoir identifier les immigrants illégaux venus des pays à majorité musulmane environnants. Or, cette modification permettrait en réalité de restreindre l'accession à la citoyenneté sur une base religieuse, en excluant les musulmans de la possibilité d'accéder à la citoyenneté indienne (Bhatty et Sundar, 2020, p. 632-633 ; Heller, 2020, p. 601 ; Human Rights Watch, 2020, p.14). Ces modifications sont présentées par le BJP comme protégeant les citoyens contre les immigrants illégaux et garantissant l'asile aux minorités religieuses persécutées bangladeshies, pakistanaises et afghanes (Human Rights. Watch, 2020, *ibid.*). Malgré tout, ces modifications vont « à l'encontre des articles 14, 15, 21 et 25 de la constitution indienne qui garantissent le droit à l'égalité et à la non-discrimination » (Human Rights Watch, 2020, p, 17). Le gouvernement a fait de nombreux efforts depuis 2010 pour l'implantation du NRC avec une mise à jour en 2020 afin de pouvoir accumuler des données démographiques et biométriques à l'ensemble du pays (Human Rights Watch, 2020, p. 6). La modification de cette loi doit être comprise comme le désir du BJP de définir la citoyenneté indienne selon un caractère religieux, ce qui est une cassure nette avec la politique pluraliste du Congrès jusqu'alors (Bhatty et Sundar, 2020, p. 633 ; Heller, 2020, p. 601).

Nationalisme Hindou

Le nationalisme est utile à aborder ici puisque le rôle d'un nationalisme d'État est d'assurer sa souveraineté et l'intégrité de son territoire (Girvin, 2020, p. 28). Dans le cas du Cachemire, la question de la souveraineté entraîne des conflits lorsque plus d'une des nationalités au sein de l'État indien proclame un territoire comme étant le sien (Girvin, 2020, *ibid.*). Tout comme en Chine, le sécessionnisme est un enjeu majeur chez les tenants du nationalisme hindou (Girvin, *ibid.*). Ici aussi, la mise en place de politiques intégrationnistes, qui peuvent être qualifiées de colonialistes

permet d'imposer la culture majoritaire (Girvin, *ibid.*). Cette situation est particulièrement intéressante puisque la deuxième victoire électorale du BJP montre un changement dans la mise en place du politique en Inde, marquée par une modification de la gestion accommodatrice des minorités par un contrôle accru et de plus en plus répressif. Le BJP souhaite également remettre en cause l'autonomie relative des États par la mise en place et l'utilisation d'un droit de veto visant à centraliser le pouvoir (Aiyar et Tillin, 2020, p. 118). De plus, comme le BJP s'articule dans un État démocratique il possède la légitimité et l'autorité pour soustraire les institutions à une vision étroite de la gestion citoyenne (Girvin, 2020, *ibid.*). Le nationalisme hindou a des prétentions sur les sphères institutionnelles, territoriales, conceptuelles et idéologiques de la société indienne (Anderson et Longkumer, 2018, p. 272).

Un élément central de l'idéologie du nationalisme tel que promu par le BJP est aussi basé sur une conception d'un ennemi intérieur, lequel est généralement identifié aux populations musulmanes et chrétiennes présentes sur le territoire à l'opposé de la population identifiée à la majorité hindoue (Girvin, 2020, p. 27). Il est donc possible de dire que le BJP bénéficie des crises politiques dans les États du Punjab et du Jammu-et-Cachemire et de la polarisation entre les populations musulmanes et hindoues pour justifier son programme politique (Girvin, 2020, p. 32). De plus, le BJP, et particulièrement Modi, font une promotion extensive de la culture hindoue avec de favoriser une coupure claire avec la culture de l'Autre musulman (Jaffrelot, 2019, p. 93). En effet, de nombreuses cérémonies officielles, qui n'ont pas à priori de caractère religieux, sont rattachées à l'hindouisme par l'ajout de cérémonies religieuses (Jaffrelot, 2019, p. *ibid.*). De surcroît, depuis 2014 de nombreuses lois ont été passées afin de promouvoir la culture hindoue, telle que l'adoption d'une journée nationale du yoga (Chacko, 2019, p. 404). En effet, le BJP met en place une réécriture de l'histoire indienne à l'aide d'images et de symbolisme pour concrétiser l'idée d'un nationalisme hindou, notamment par des campagnes populaires. La question de la laïcité est amalgamée à celle du révisionnisme historique où l'État indien associe les symboles hindous comme une réflexion de la nation, de l'histoire et de la culture indienne afin de limiter tout apport des minorités (Kaul, 2018, p. 137 ; Girvin, 2020, p. 33). Cette réécriture historique pénètre les secteurs de l'éducation, du développement, de l'environnement, de l'industrie, de la culture, bref de la quasi-totalité de la sphère sociale indienne (Anderson et Longkumer, 2018, p. 372).

Kaul (2018, p.132) attribue également cette vision nationaliste au patriarcat qui déshumanise et victimise les Cachemiris tout en refusant par la violence et la répression tout autre discours national qui n'est pas centré autour de la « mère Inde ». En effet, les Indiens nationalistes dépeignent la nation sous la forme d'une mère pourvoyant aux besoins de ses enfants et la province du Jammu-et-Cachemire étant au Nord du pays est souvent représentée comme étant la tête de « *mère Inde* » voulant dire qu'autoriser la sécession de l'État de JC reviendrait à lui trancher la tête (Kaul, 2018, p.132-133). La question du Cachemire est donc présentée comme aussi fondamentale pour la nation indienne que le mouvement anticolonial indien (Kaul, 2018, p.133). Les individus décrivant la situation au Cachemire sont dépeints par le BJP comme étant non patriotes (Kaul, 2018, p. 217).

Un autre facteur expliquant le succès du BJP aux élections de 2014 est la promotion du développement économique et social au profit d'une dénonciation publique de l'Islam (Chacko, 2019, p. 399). Cette désignation d'un ennemi intérieur permet d'unir des centaines de millions d'hindous sous une bannière commune et de transcender leurs différences socio-économiques autour d'un objectif commun : la construction de la nation hindoue (Girvin, 2020, p. 33). La polarisation du champ politique entre hindous et musulmans a permis de justifier les actions du gouvernement de Modi à l'égard des minorités, notamment les restrictions contre des musulmans pour des emplois de fonctionnaire (Chacko, 2019, p. 399 ; Bhatta et Sundar, 2020, p. 635). En effet, l'intégration de politiques économiques dominantes au sein du cadre idéologique du nationalisme hindou lui a permis de solidifier sa base populaire par la création d'emploi et de croissance économique (Chacko, 2018, p.560 ; Kaul, 2018, p. 137). Le BJP présente également le Cachemire comme étant arriéré, et donc devant recevoir l'aide du gouvernement indien afin d'assurer son développement (Kaul, 2018, *ibid.*). Ce parti politique en est donc venu à désigner les hindous en tant que groupe ethnique distinct, et ce, au niveau national (Girvin, 2020, p.36. L'assujettissement des minorités religieuses en Inde suit donc le discours nationaliste du BJP (Osuri, 2017, p. 2430).

Ainsi le BJP, tout comme le PCC, fonde son programme politique sur un nationalisme, qu'il est le seul à définir, mais également le développement (Chacko, 2019, p. 397-398). Une différence majeure est que la portée des politiques du PCC concerne tous les Chinois sous un État autoritaire, alors que celle du BJP concerne majoritairement son électorat (Chacko, 2019, p. 398). De plus,

l'instrumentalisation de la question musulmane permet d'unifier les individus autour d'un but d'unification nationale qui passe par la question cachemirienne (Osuri, 2017, p. 2439).

Chapitre 5

L'Idéologie du BJP

Survol organisation et fondements idéologiques

L'arrivée au pouvoir du BJP en 2014 et sa réélection en 2019 a changé la donne politique en Inde en remodelant le visage du nationalisme au pays. (Aiyar et Tillin, 2020, p. 117 ; Girvin, 2020, p. 27). Le BJP est un parti radical de droite représentant le mouvement nationaliste hindou s'opposant au Congrès plus modéré qui faisait la promotion d'un pan-indianisme intégrant plusieurs minorités sous un même territoire (Chacko, 2019, p. 377 et p.389). Girvin, 2020, p. 28-30). Pourtant, l'intégration nationale est plutôt faible dans les territoires périphériques indiens, comme au Cachemire et au Punjab ce qui engendre les tensions sécessionnistes d'aujourd'hui (Girvin, 2002, p. 30). En effet, Girvin (2020), citant Brendan O'Leary, mentionne que pour que le fédéralisme soit réussi les institutions doivent être garanties par un groupe ethnique majoritaire (p. 30). Dans le cas de l'Inde, le Congrès a essayé sans succès dans les années 60s d'interpeller les 40 % de la population parlant l'Hindi, alors que le BJP a sécurisé sa prise de pouvoir en misant sur l'Hindouisme qui est partagé par 80 % de la population (Girvin, 2020, p. 30).

LE BJP souscrit au courant idéologique de l'*Hindutva* voulant que la nation indienne soit définie selon son caractère religieux, l'hindouisme, et assimile différentes minorités ethniques au sein de cette nation hindoue (Chacko, 2019, p.378). Ce courant défend la souveraineté nationale et territoriale de l'Inde en se basant sur les origines anciennes de l'Hindouisme lui donnant une supériorité sur les autres cultures. Le pamphlet de V.D. Savarkar « Hindutva: Who is a Hindu? » (1923) est fondateur pour le mouvement notamment en raison de la notion de l'existence d'une nation hindoue et du désir de mettre en place un État hindou (Chacko, 2019, p.382-383 ; Jaffrelot, 2019, p. 28 ; Girvin, 2020, p. 31). L'Hindutva a une conception majoritarienne de la nationalité indienne basée sur l'hindouisme et la culture hindoue, ce qui exclut les minorités de l'imaginaire national, mais également de prétention sur le territoire indien (Girvin, 2020, p. 27-28 et p. 32). Les minorités religieuses et particulièrement celles musulmanes sont transformées en menaces à la sécurité de la population hindoue (Jaffrelot, 2019, p. 29 ; Girvin, 2020, ibid.). M. S. Gowalkar, un

autre penseur important de l'*Hindutva* cible aussi la vision plurinationale du Congrès comme étant voué à l'échec (Jaffrelot, 2019, p. 29). Il propose plutôt un projet national où les musulmans seraient subordonnés à un État hindou (Jaffrelot, 2019, *ibid.*). De l'*Hindutva* est né dans les années 1930-1940 le Rashtriya Swayamsevak Sangh [l'Association nationale des volontaires] (RSS) qui vise une réforme psychosociale afin de construire une nation aux couleurs de l'hindouisme, ce que l'on désigne sous le nom de « saffronisation » (Jaffrelot, 2019, p. 31 et p.34 ; Bhatta et Sundar, 2020, p. 633). Le RSS accorde aussi de l'importance à l'uniformité politique, à la discipline interne et à la conservation du système des castes qui assure un ordre social (Jaffrelot, 2019, p.34 et p.52 ; Bhatta et Sundar, 2020, *ibid.*). L'animosité à l'encontre des musulmans provient d'un sentiment d'infériorité qu'entretient le RSS à l'encontre des musulmans (Jaffrelot, 2019, p. 32). Or, l'encouragement de la violence fait par le RSS radicalise certains de ces membres et entraîne l'assassinat de Grandi. S'ensuit le morcellement du RSS en plusieurs filiales afin d'attirer le plus de membres possibles et de s'intégrer dans plusieurs secteurs de la société indienne (Jaffrelot, 2019, p. 36-37). Du morcellement du RSS est créé le Bharatiya Jana Sangh [Association du peuple indien] (BJS) cherchant à mettre sur pieds un État religieux hindou maintenant la loi et l'ordre et protégeant les intérêts et la culture hindoue (Jaffrelot, 2019, p. 38). Son opposition à la laïcité prônée par le Congrès a influencé son adhésion à la coalition des forces anti-congrès qui formera le Janata Party [Parti du peuple] (Jaffrelot, 2019, p. 41). Le Janata Party par son poids électoral plus important va présenter plusieurs projets de loi visant à restreindre toute accommodation religieuse afin de préserver la culture hindoue, par exemple interdire l'abattage de vaches, contrôler les conversions religieuses et réécrire le cursus scolaire pour encourager une présentation plus accrue de l'histoire hindoue et de la lutte contre l'envahissement musulman (Jaffrelot, 2019, p. 42). Or, l'importance qu'ont accordée certains membres plus zélés du Janata Party à la question religieuse a créé des tensions qui ont mené à l'éclatement du parti, les plus farouches partisans de la nation hindoue fondant le Bharatiya Janata Party [Parti du peuple indien] (BJP) dans les années 1980 (Jaffrelot, 2019, p.42). Le BJP a utilisé comme stratégie électorale, la mobilisation de l'électorat hindou, qui constitue le groupe majoritaire en Inde ainsi que la polarisation religieuse hindoue-musulmane (Jaffrelot, 2019, *ibid.* ; Girvin, 2020, p. 33-34).

Dès lors, le BJP met sur pieds un programme politique remettant en question la pluralité de l'Inde au profit d'un nationalisme religieux. Le BJP se présente comme un défenseur de la laïcité (Girvin,

2020, p. 33). En effet, la plupart de ses campagnes politiques étaient basées sur la question des minorités religieuses, et particulièrement des relations hindous-musulmans (Girvin, 2020, p. 32 ; Heller, 2020, p. 600). L'unification du vote hindou a passé selon Heller (2020, *ibid.*) par la démonisation des musulmans. De la fin des années 1990 jusqu'à la prise de pouvoir, le BJP a forgé son programme politique qui vise la protection de l'intérêt national au détriment de la question religieuse, afin de sécuriser un électorat (Jaffrelot, 2019, p. 48 : Girvin, 2020, p. 34). En effet, le BJP a dû laisser de côté son programme politique et religieux plus restrictif qui était moins bien vu en société, pour un programme plus modéré basé sur le développement économique (Jaffrelot, 2019, *ibid.*, Aiyar et Tillin, 2020, p. 132). Le succès politique de Modi au Gujarat a reposé sur des mesures favorisant les investissements dans l'État du Gujarat, mais excluant les Dalits et les musulmans des retombées économiques de ce développement économique (Heller, 2020, p. 600). Cette approche du développement, qui a obtenu le soutien politique du monde des affaires, a été décisive pour la prise de pouvoir en 2014 au niveau central (Heller, 2020, p. 598). Afin de consolider son électorat hindou, le BJP a interpellé les castes inférieures qui traditionnellement s'alliaient aux musulmans en polarisant l'espace politique sur une base religieuse et en utilisant des techniques populistes (Jaffrelot, 2019, p. 60 ; Girvin, 2020, p. 35 ; Heller, 2020, p. 598). En effet, un des buts politiques du BJP était de ne pas se limiter aux Indiens parlant hindi et de subvertir l'alliance traditionnelle entre les musulmans et les castes inférieures hindoues sur laquelle s'appuyait le Congrès indien, en créant une majorité hindoue, à partir de l'addition des castes marginalisées aux castes dites supérieures (Girvin, 2020, p. 35).

Le populisme comme stratégie de prise du pouvoir

Les échecs des élections de 2004 et de 2009 ont marqué un tournant dans le programme politique du BJP qui, en choisissant Modi comme chef de parti, s'est tourné vers une stratégie populiste-nationaliste afin de prendre le pouvoir (Jaffrelot, 2019, p.61). En choisissant un discours populiste, le BJP s'oppose au pluralisme en définissant la nation comme étant composée d'un groupe homogène (Jaffrelot, 2019, *ibid.* : Girvin, 2020, p. 34). Comme le BJP prétend représenter l'entièreté de la nation hindoue, ses agissements sont définis comme démocratiques dans leur essence (Chacko, 2018, p. 544). Le BJP a utilisé l'incitativ populiste d'appel aux classes sociales marginalisées pauvres et vulnérables par le biais d'un développement inclusif répondant au manque

d'emploi et de services afin de sécuriser une importante base électorale (Chacko, 2018, p. 548 ; Bhatta et Sundar, 2020, p. 634 ; Heller, 2020, p.595). En effet, comme Modi provient des basses castes et fait partie d'un parti élitiste il permet de limiter le clivage social de l'électorat du BJP en interpellant une nouvelle classe sociale de gens comme lui vivant une élévation sociale au-delà de leur caste : la nouvelle classe moyenne (Jaffrelot, 2019, p. 63 ; Heller, 2020, p. 594-595). Or, ces promesses électorales n'ont servi qu'à augmenter l'inégalité, l'appauvrissement, la polarisation de l'espace social et la marginalisation des groupes vulnérables, tels que les musulmans (Chacko, p. 554). Aussi, la mise en place d'un discours d'instrumentalisation de la question du terrorisme par la catégorisation de chaque altercation entre hindou et musulman de terroriste permet, par le sentiment de peur créée à l'encontre d'une possible invasion pakistanaise, de mener à la victoire du BJP au Gujarat, État qui sera clé pour la prise de pouvoir en 2014 et en 2019 (Jaffrelot, 2019, p. 81 ; Heller, 2020, p. 600). L'instrumentalisation de la question des relations entre hindous et musulmans est d'autant plus importante en 2019, qu'elle permet de rallier la population contre un ennemi commun afin d'outrepasser les difficultés financières auxquelles fait face l'Inde (Heller, 2020, p. 600). Modi utilise aussi la personnification du pouvoir, ce qui est une caractéristique populiste afin de s'assurer de la permanence du BJP dans l'espace public (Jaffrelot, 2019, p. 83 ; Aiyar et Tillin, 2020, p.128). En critiquant les élites politiques du Congrès comme ne représentant pas les intérêts de la nation indienne, Modi se présente comme seul possible représentant du peuple (Jaffrelot, 2019, p. 85). Il utilise aussi diverses techniques pour que le peuple s'identifie à lui, comme la mise en place d'hologrammes dans les lieux publics, la commercialisation de vêtements à son image, l'utilisation de réseaux sociaux, etc. (Jaffrelot, 2019, p. 89-91). Or, ce qui distingue les tendances populistes en Inde du reste du monde est le support que lui apporte le RSS, une organisation que Bhatta et Sundar (2020, p. 633) qualifient de fasciste.

Chacko (2018, p. 541) mentionne que l'émergence du populisme en Inde montre la croissance de formes autoritaires de traiter du politique. Par exemple, le BJP associe les opposants à ses politiques à une élite libérale corrompue qui n'auraient pas les intérêts de la nation indienne à cœur (Chacko, 2018, *ibid.* ; Bhatta et Sundar, 2020, p. 635). Le parti est aussi intolérant envers la dissidence politique et prend une place de plus en plus importante dans la vie socio-économique des citoyens indiens. Il limite des droits et libertés par l'instrumentalisation d'un néolibéralisme devant être encadré par l'État afin d'assurer son bon développement (Chacko, 2018, p.542-543 ; Heller, 2020,

p. 591). De plus, depuis le succès électoral de 2019, le BJP affiche ouvertement son programme politique ethno-nationaliste, s'opposant à la laïcité de l'État (Heller, 2020, p. 600). Cette émergence du populisme coïnciderait aussi à une peur exprimée au sein des classes aisées et moyennes, qui composent une bonne partie de l'électorat du BJP, de voir le système traditionnel d'organisation sociale menacé par l'impact de la mondialisation et de l'expansion des droits humains, et donc de perdre leurs privilèges (Heller, 2020, p. 605). Or, la mise en place d'un État de plus en plus coercitif et exclusif est synonyme d'une crise de légitimité de la démocratie indienne (Chacko, 2018, p. 546 ; Heller, 2020, *ibid.*).

Or, il est important de mentionner que le BJP n'est pas le seul parti politique indien à avoir utilisé des techniques populistes pour sécuriser des votes (Heller, 2020, p. 597-598). Le Congrès exprimait lui aussi à bien des égards des tendances populistes. En effet, lors de l'indépendance, le Congrès dans un effort de construction nationale a créé une identité indienne basée sur une conception historique de l'Inde pré-politique (Girvin, 2020, p. 29). En refusant d'identifier l'Inde seulement à la culture hindoue, le Congrès désirait intégrer une notion nationale pluraliste à la construction nationale pour limiter la balkanisation du pays (Girvin, 2020, *ibid.*). Le Congrès, afin de préserver l'unité nationale a aussi utilisé la force militaire lors d'opérations de contre-insurrection pour réprimer toute entreprise sécessionniste (Girvin, 2020, p. 29-30). Puis, de 1975 à 1977, lorsqu'Indira Gandhi a décrété l'état d'urgence, elle a lancé une campagne d'éradication de la pauvreté afin de mobiliser les masses (Heller, 2020, *ibid.*). Il est toutefois à noter que la plus grande différence entre ces deux partis est le but politique. Le Congrès visait une assimilation nationale pluraliste par l'accommodation des minorités, sans promouvoir une identité hindoue comme le fait le BJP (Girvin, 2020, p. 31).

Conclusion

Les États chinois et indiens font face à des contraintes semblables en ce qui concerne la diversité de populations sur leurs territoires et la mise en place de politiques et d'institutions favorisant la stabilité politique soit par l'intégration ou la soumission des populations minoritaires (Charlton, 2015). Les États chinois et indiens doivent faire face aux enjeux des droits des minorités dans des États multiethniques avec des partis politiques mettant en place des politiques majoritaires. En effet, l'importance relative des groupes minoritaires au sein de ces États, et leur position limitrophe entraîne un risque que l'autonomie de ses États se traduise par l'émergence de divers mouvements sécessionnistes. Le désir d'assurer une autorité incontestée dans ces territoires montre une peur de l'érosion de la souveraineté de l'État.

La présentation d'études de cas dans la Région Autonome du Xinjiang (RAX) et de l'État du Jammu-et-Cachemire (JC) ainsi que de l'idéologie sous-jacente aux partis au pouvoir en Chine et en Inde ont permis de noter des similarités entre les cas à l'étude. D'une part, la peur d'une balkanisation du territoire national est présente dans les deux cas et engendre la mise en place d'une militarisation des territoires frontaliers. Cette militarisation entraîne également des violations à l'encontre des civils, et ce, en toute impunité puisque les gouvernements légitiment leurs actions par la mise en place de lois permettant des mesures spéciales. Aussi, dans les deux cas le contexte mondial post 11 septembre 2001, a créé un sentiment de peur et de menace à l'encontre des populations musulmanes qui se sont retrouvées à être les boucs émissaires d'élites politiques.

Les deux États ont mis en place des stratégies populistes, mais pour des buts différents. Le PCC utilise le populisme comme un moyen de conserver le pouvoir alors que le BJP l'utilise comme un moyen de sécuriser un électorat. Dans les deux États, les stratégies populistes sont un outil utilisé par les élites politiques pour faire face à une crise de légitimité.

Dans les deux cas, les partis politiques suivent un programme visant l'homogénéisation de la nation. Cette homogénéisation est ethnique en Chine et entreprise par la majorité Han, alors qu'en Inde elle est religieuse, et entreprise par le BJP, un parti se réclamant de l'*Hindutva*, un mouvement politique voulant mettre en place un État hindou. Or, une différence importante à mentionner est

que le BJP se présente comme un parti populiste de droite au sein d'un État démocratique alors que le PCC se présente comme le parti au pouvoir d'un État autoritaire, qui traverse une phase populiste. Les deux partis ont également une vision totalisante, dans la mesure où ils souhaitent étendre leur contrôle sur la population civile.

Le présent travail a démontré que lors d'une crise de légitimité, des élites politiques provenant de courant opposé vont utiliser des techniques populistes afin de rallier les masses autour d'une menace créée et ainsi limiter la remise en cause des limitations et des lacunes de leur régime. Cette création de menaces engendre la marginalisation de groupes qui malheureusement deviennent des dommages collatéraux dans l'arène politique. L'émergence de discours populistes en Inde s'inscrit dans la crise de démocratie à l'échelle mondiale, alors que l'émergence de ce même discours en Chine montre la capacité d'adaptation des régimes autoritaires, mais surtout leur peur perpétuelle d'être renversé.

Bibliographie

AGUSTÍN, G. (2020). "Why Left-Wing Populism?", *Left-Wing Populism*, Emerald Publishing Limited, Bingley, p. 1-12.

AIDENBERGER, A., et DOEHNE, M. (2021). « Unveiling everyday discrimination. two field experiments on discrimination against religious minorities in day-to-day interactions ». *The British Journal of Sociology*, vol 72, no 2, p.328-346.

AIYAR, Y., et TILLIN, L. (2020). « “One nation,” BJP, and the future of Indian federalism », *India Review*, vol 19, no 2, p. 117–135.

ALLÈS, E. (2001). « Confucius, Allah et Mao. L’Islam en Chine ». Dans FEILLARD, A. et M. GABORIEAU (dir.). *L’Islam en Asie, du Caucase à la Chine*, Paris : La documentation Française, p.207-239.

ANAND, D. (2019), “Colonization with Chinese characteristics: Politics of (in)security in Xinjiang and Tibet,” *Central Asian Survey*, 38 no. 1, 129-147.

ANDERSON, E. et LONGKUMER, A. (2018). « ‘Neo-Hindutva’: evolving forms, spaces, and expressions of Hindu nationalism », *Contemporary South Asia*, vol 26, no 4, p. 371-377.

BÉJA, J-P. (2019). « Xi Jinping's China: On the Road to Neo-totalitarianism », *Social Research*, vol 86, no 1, p. 203-230.

BHAT, S. A. (2019). « The Kashmir conflict and human rights ». *Race & Class*, vol 61, no 1, p. 77–86.

BHATTY, K., & SUNDAR, N. (2020). « Sliding from majoritarianism toward fascism: Educating India under the Modi regime », *International Sociology*, vol 35 no, 6, p. 632–650.

CABESTAN, J. P. (2014). « Chapitre 1 / L'idéologie et la mission du Parti communiste chinois », dans : *Le système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire*, sous la direction de Cabestan Jean-Pierre. Paris ; Presses de Sciences Po, p. 41-68.

CAPDEVILA, N. (2008). « Idéologie ». Usages ordinaires et usages savants. *Actuel Marx*, vol 43, p. 50-61.

CHACKO, P. (2018). « The Right Turn in India: Authoritarianism, Populism and Neoliberalisation », *Journal of Contemporary Asia*, vol 48, no 4, p. 541-565.

CHACKO, P. (2019). « Marketizing Hindutva: The state, society, and markets in Hindu nationalism ». *Modern Asian Studies*, vol 53, no 2, p. 377-410.

CHARLTON, S. E. M. (2015). « China : People and Politics ». Dans CHARLTON, Sue Ellen M. (dir.), *Comparing Asian Politics*, Philadelphie : Fourth Edition, 379p.

CIAVOLELLA , R. et E. WITTERSHEIM (2016), *Introduction à l'anthropologie du politique*, Louvain-la-Neuve ; De Boeck, 253p.

CLARKE, M. (2018). «China's war on terrorism ». Dans CLARKE, Michael (dir.), *Terrorism and Counter-Terrorism in China ; Domestic and Foreign Policy Dimensions*, London ; C. Hurst and Co., 279, p.

CREEMERS, R., and S.TREVASKES. (2021). "Ideology and Organisation in Chinese Law: Towards a New Paradigm for Legality." Chapter. In ROGIER, J. E., H.,CREEMERS et TREVASKES S., (dir.) dans *Law and the Party in China: Ideology and Organisation*, Cambridge: Cambridge University Press. 1–28.

DILLION, M. (2018). *Lesser Dragons Minority Peoples Of China*, London : Reaktion Books, 254p.

ECO U. (1996). « Protocoles fictifs », dans *Six promenades dans les bois du roman et d'ailleurs*, Paris, Grasset.

GLADNEY, D. C. (2021). « The Xinjiang Uyghur Autonomous Region as an example of separatism in China ». *Kulturní studia*, vol 1202, p.85–104.

GUAN, T., & YANG, Y. (2020). « Rights-oriented or responsibility-oriented? Two subtypes of populism in contemporary China ». *International Political Science Review*, p. 1-18.

EROGLU SAGER, Z. H. (2021). « A Place under the Sun: Chinese Muslim (Hui) Identity and the Constitutional Movement in Republican China ». *Modern China*, vol 47, no 6, p. 825–858.

FAMULARO, J. (2018). « Fighting the enemy with fists and daggers. The Chinese Communist Party's counter-terrorism policy in the Xinjiang ouyгур autonomous region », Dans CLARKE, Michael (dir.), *Terrorism and Counter-Terrorism in China; Domestic and Foreign Policy Dimensions*, London; C. Hurst and Co., 279, p.

FEATHERSTONE, D et KARALIOTAS, L. (2019). « Populism », *Soundings (13626620)*, vol. 72, p.31-47.

FLOUZAT, D. (2021). « Chine : La Construction de sa puissance économique ». *Vie & Sciences De l'Entreprise*, vol 211, p. 256-284.

FREEDEN, M. (1996) *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*, Oxford: Oxford University Press.

FUENTES, J.-F (2020). « Populism: The timeline of a concept ». *Contributions to the History of Concepts*, vol 15, no 1, p. 47-68.

GIRVIN, B. (2020). « From Civic Pluralism to Ethnoreligious Majoritarianism: Majority Nationalism in India », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol 26, no 1, p. 27-45.

GIRARD, R. (1982). *Le Bouc émissaire*, Paris ; Grasset, p.299

GOLDSTEIN, A. (2020). « China's Grand Strategy under Xi Jinping: Reassurance, Reform, and Resistance », *International Security*, vol 45, no 1, p. 164–201.

HAHLO, K. (1998). *Communities, Networks and Ethnic Politics* (1st ed.). London : Routledge, 253p.

HE, K, S. ELDRIDGE et M. BROERSMA (2021). «Conceptualizing Populism: A Comparative Study Between China and Liberal Democratic Countries », *International journal of communication*, p. 3006-3024.

HELLER, P. (2020). « The age of reaction: Retrenchment populism in India and Brazil » . *International Sociology*, vol 35, no 6, p. 590–609.

HILLMAN, B. (2021). « Law, order and social control in Xi's China ». *Issues and Studies*, vol 57, no 2, p. 1-21.

HOFFMAN, B. et DUSCHINSKI, H. (2020). « Between Freedom and Justice: Popular Protest and Jurisdictional Contestation of Militarized Governance in Indian-Controlled Kashmir », *Social & Legal Studies*, vol 29, no 5, p. 650–678.

HOWARTH, D. (Ed.). (2014). « Towards a Theory of Populism » dans HOWARTH, D. (dir). *Ernesto Laclau: Post-Marxism, Populism and Critique* (1st ed.). London ; Routledge, 294p.

HUBER, J., & SURYANARAYAN, P. (2016). « Ethnic Inequality and the Ethnification of Political Parties: Evidence from India ». *World Politics*, no 68, vol 1, p. 149-188.

HUMAN RIGHTS WATCH. (2020). « Shoot the Traitors. Discrimination Against Muslims under India's New Citizenship Policy », *Human Rights Watch*, 88 p. [https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/india0420_web_0.pdf] (Consulté le 05 décembre 2021).

IBRAHIM, F. (2019). « Policing in Practice: Security, Surveillance, and Everyday Peacekeeping on a South Asian Border ». *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* , vol 39, no 3, p. 425-438.

JAFFRELOT, C. (2019). *L'Inde de Modi National-Populisme et démocratie ethnique*, Fayard, 347 p.

KANAT, K. B. (2012). « War on Terror' as a Diversionary Strategy: Personifying Minorities as Terrorists in the People's Republic of China », *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol 32, no 4, p. 507–527.

KAUL, N. (2018). « India's Obsession with Kashmir: Democracy Gender, (Anti-)Nationalism ». *Feminist Review*, vol 119, no 1, p. 126–143.

LEIBOLD, J. (2020). « Surveillance in China's Xinjiang Region: Ethnic Sorting, Coercion, and Inducement ». *Journal of Contemporary China*, vol 29, no 121, p. 46–60.

MACKENZIE, I. (2014). « The meaning of ideology » dans WILFORD, R., & GEOGHEGAN, V. (dir.), *Political Ideologies : An Introduction* (4th ed.). London ; Routledge. 346p.

MAMONOVA, N. (2019). « Understanding the Silent Majority in Authoritarian Populism: What can we learn from popular support for Putin in rural Russia? », *The Journal of Peasant Studies*, vol 46, no 3, p. 561–585.

MCCULLOUGH, H. B. (2010). *Political Ideologies*, Oxford University Press (Don Mills), 394 p.

MOHANTY, M. (1998). « The New Ideological Banner: Deng Xiaoping Theory ». *China Report*, vol 34, no 1, p. 101–105.

MOHANTY, S. (2018). « The New Wave of Mobilization in Kashmir: Religious or Political? », *Social Change*, vol 48, no 1, p. 59–71.

MOUFFE, C. (2018). *For a left Populism*, Croydon: Verso, 99 p.

OSURI, G. (2017). « Imperialism, colonialism and sovereignty in the (post)colony: India and Kashmir », *Third World Quarterly*, vol 38, no 11, p. 2428-2443.

PARENTEAU, D., & PARENTEAU, I. (2016). *Les idéologies politiques: le clivage gauche-droite*. Québec ; Presses de l'Université du Québec, 232 p.

PELINKA, A. (2018). « Identity politics, populism and the far right » dans WODAK, Ruth et FORCHTNER, Bernhard (dir.), *The Routledge Handbook of Language and Politics*. Routledge, p.618-630.

PIKETTY, T, YANG, L., et ZUCMAN, G. (2019). « Capital Accumulation, Private Property, and Rising Inequality in China, 1978–2015 », *The American Economic Review*, vol 109, no 7, p. 2469–2496.

POSNER, D. N. (2004). « The political salience of cultural difference: Why chewas and tumbukas are allies in zambia and adversaries in malawi ». *The American Political Science Review*, vol 98, no 4, 529-545.

POULET, B. (2019). « Un populisme de gauche est-il possible ? », *Le Débat*, no 204, p. 170-188.

PRANCHÈRE, J-Y.(2020). « Quel concept de populisme ? », *Revue européenne des sciences sociales*, vol 58, no 2, p. 19-37

RENAULT, E. (2001). « Politique de l'identité, politique dans l'identité ». *Lignes*, vol 6, p. 178-200.

SOBELI, R. (2013). Idéologie, sujet et subjectivité en théorie marxiste : Marx et Althusser. *Revue de philosophie économique*, 14, p. 151-192.

STROUP, D. R. (2021). « Good Minzu and bad Muslims : Islamophobia in China's state media », *Nations and Nationalism*, vol 27, no 4, p. 1231-1252.

SUN, Y. (2020). *From Empire to Nation State: Ethnic Politics in China*. Cambridge University Press, 368 p.

TANG, W. (2016). *Populist authoritarianism : Chinese political culture and regime sustainability*. Oxford University Press, 240 p.

TSANG, S. et CHEUNG, O. (2021). « Has Xi Jinping made China's political system more resilient and enduring? », *Third World Quarterly*, p.1-19

VOHRA, R. (1994). « Deng Xiaoping's Modernization: Capitalism with Chinese Characteristics! », *Journal of Developing Societies*, vol 10, no 46, p. 46-58.